

PRESIDENCE ET DEVELOPPEMENT

Au coeur de l'Europe

Alles vers eine Europa
plus solidarisch pendant
la präsidentin
luxembourgeoisin de
l'Union europäisch, c'est
ce que propose le Cercle
de Coopération des
ONGD du Luxembourg.

(cercle/woxx) - Lors de leur campagne, les organisations non-gouvernementales de développement (ONGD) visent en particulier la cohérence des politiques. Dans ce contexte les ONGD mettent l'accent sur les politiques agraires européennes, qui ne restent pas sans effets sur la chute des prix des produits de base, ainsi que le niveau de vie de 1,3 milliards de paysans dans le monde.

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement, arrêtés lors du sommet du même nom qui a eu lieu à Rome en 2000, et l'engagement de l'UE dans la lutte contre la pauvreté constituent une deuxième priorité. En vue de la Conférence des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire de Développement en septembre 2005, les ONGD demandent un engagement renforcé de l'Union Européenne pour réduire durablement la pauvreté.

Une politique agricole solidaire et durable

L'agriculture est en crise partout dans le monde en raison de la baisse des prix des produits agricoles sur le marché mondial. Ces bas prix entraînent une chute importante des revenus chez les agriculteurs du Nord. Au Sud, ils sont la cause de l'insécurité alimentaire et de l'exode rural.

En chiffres, cela signifie que dans l'hémisphère Sud, sur 850 millions de personnes affamées 600 millions sont des ruraux. Les agronomes estiment qu'en Inde 400 millions de ruraux risquent de perdre leur lopin de terre et de se retrouver dans les bidonvilles. En Chine, ce nombre est encore plus important. En Europe aussi, 200.000 agriculteurs actifs doivent chaque année abandonner leurs exploitations.

Le problème des prix bas va encore s'accroître avec la libéralisation des marchés agricoles voulue par l'Organisation Mondiale du Commerce et vers laquelle les réformes de la Politique Agricole Commune (PAC) tendent actuellement.

Une plateforme pluridisciplinaire

Un des objectifs de la campagne est par conséquent la constitution d'une plateforme "Agriculture Durable et Solidaire". Cette plateforme devrait idéalement intégrer tous les acteurs de la société civile concernés par la question de l'agriculture durable



(photo: ASTM)

et solidaire: les syndicats agricoles du pays, les organisations de protection de l'environnement, les organisations de consommateurs et les organisations de solidarité internationale.

La plate-forme interpellera de façon concrète et constructive, le gouvernement luxembourgeois et la Commission européenne sur une réforme de la PAC respectueuse des agriculteurs aussi bien du Nord que du Sud. Cette plate-forme s'intègre dans le mouvement des plates-formes européennes.

Les ONGD sont préoccupées particulièrement par l'impact des politiques agricoles sur le potentiel de développement économique et social des pays du Sud. Afin de porter ce débat sur la place publique et dans les institutions européennes, les ONG qui se sont jointes pour cette campagne ont prévu d'organiser au courant de la présidence un séminaire international qui analysera et mettra en avant les revendications suivantes:

- un engagement ferme de l'UE pour la suppression de toutes les formes de subsides à l'exportation agricole;
- des politiques agricoles qui visent la survie de l'agriculture familiale dans le Sud et dans le Nord;
- la création de marchés régionaux avec des conditions de production et de productivité aussi homogènes que possible;
- des politiques agricoles,

commerciales et économiques qui maintiennent stables les prix agricoles et sécurisent les revenus de l'agriculture.

A côté du volet politique de la campagne, un volet de sensibilisation est prévu. Cette action débutera dès janvier 2005 dans les écoles. Plusieurs thématiques autour de l'agriculture dans le Nord et dans le Sud y sont abordées: Surproduction, disparition des petits paysans, croissance et poids des industries agroalimentaires, subventions à l'exportation...

Qui sont les gagnants et les perdants de la politique agricole actuelle? Quelles sont les conséquences pour la vie quotidienne des paysans? C'est à ce type de questions, que l'action veut donner des réponses. Des événements "grand public" sont également prévus lors de la foire agricole à Ettelbruck, à l'Oekofoire 2005 ou lors d'une journée "Commerce équitable" en juin 2005.

Le Millénaire pour le Développement

Lors du Sommet du Millénaire en 2000, les 189 pays membres de l'ONU se sont engagés à atteindre jusqu'en 2015 huit "Objectifs du Millénaire pour le Développement", offrant ainsi au monde le cadre pour accélérer le rythme du développement dans le Sud et pour en mesurer les résultats.

Les pays signataires veulent intensifier leurs efforts et

unir leurs forces pour lutter contre la pauvreté, l'illettrisme, la faim, le manque d'instruction, les disparités entre les sexes, la mortalité infantile et maternelle, les maladies ainsi que la dégradation de l'environnement.

Les Objectifs du Millénaire réunissent les engagements pris lors des différents sommets thématiques dans les années 90. Lors du Sommet de la Terre à Rio (1992), le concept du "Développement Durable" a été promu. Les notions de précaution et de responsabilité, de partage équitable et de justice sociale alimentent le débat et font prendre conscience qu'il s'agit de trouver un équilibre pour le complexe "société - économie - nature". Pour y arriver, les régions pauvres ont besoin de l'appui des régions riches. Le développement durable se base sur la solidarité Nord-Sud et nécessite une responsabilité individuelle et collective.

Le volet "Objectifs du Millénaire pour le Développement" s'adresse au grand public, ainsi qu'aux décideurs politiques. Il s'agit de motiver les différents secteurs de la société luxembourgeoise à analyser, à comprendre et à assumer leur responsabilité par rapport aux causes et aux conséquences structurelles de l'injustice sociale et de la pauvreté dans le monde. En parallèle les ONGD veulent sensibiliser la population du Luxembourg par rapport aux Objectifs du Millénaire.

Des objectifs à atteindre

Les ONGD plaident pour une politique cohérente en matière de développement durable et responsable au niveau national et européen.

En 2000, les pays membres de l'ONU s'étaient fixés plu-

sieurs objectifs à atteindre jusqu'en 2015:

- réduire l'extrême pauvreté et la faim;
- assurer l'éducation primaire pour tous;
- promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes;
- réduire la mortalité infantile;
- améliorer la santé maternelle;
- combattre le sida, le paludisme et d'autres maladies;
- assurer un environnement sain et améliorer l'accès à l'eau potable;
- mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Face à ces objectifs très concrets, les ONGD demandent au Parlement et au Conseil européens de doter la Commission Européenne des ressources nécessaires pour la réalisation de sa mission. Dans ce contexte les ONGD s'opposent à ce que le budget communautaire pour le développement soit utilisé pour satisfaire d'autres intérêts comme la sécurité ou la migration.

La Commission doit s'orienter davantage vers les Objectifs du Millénaire.

Une révision de la déclaration de la politique de développement dans ce sens est nécessaire. L'attribution géographique et thématique des ressources pour le développement doit correspondre aux conclusions et aux besoins identifiés dans l'évaluation intérimaire des objectifs. Toutes les décisions politiques ayant un impact potentiel sur les pays en développement (en matière d'agriculture, de commerce, de sécurité, d'affaires étrangères, ...) doivent être cohérentes et contribuer à l'atteinte des OMD.

Avis

SERVICE NATIONAL DE LA JEUNESSE POSTE VACANT

Le Service National de la Jeunesse se propose d'engager

**UN(E) EDUCATEUR/TRICE
GRADUE(E)**

**à temps plein et à durée
déterminée du 01.01.2005
au 30.06.2005**

Les candidat(e)s au poste d'employé doivent

- a) être détenteurs/détentrices du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme reconnu équivalent par la législation et la réglementation luxembourgeoises;
- b) être détenteurs/détentrices d'un diplôme luxembourgeois d'éduca-

teur gradué ou disposer de certificats sanctionnant des études recon-

nues équivalentes. Les candidats auront une connaissance adéquate des langues luxembourgeoise, française, allemande et anglaise. Ils maîtriseront par ailleurs l'outil informatique (traitement de textes).

Une première sélection sera faite sur base des dossiers.

Les candidatures, accompagnées d'une notice biographique, d'une copie des diplômes ainsi que d'une photo récente, sont à envoyer au directeur du Service National de la Jeunesse, B.P. 707, L-2017 Luxembourg **pour le 17 décembre 2004 au plus tard.**